



EXACOMPTA CLAIREFONTAINE

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 JUIN 2015

<u>Sommaire :</u>	<u>page</u>
Rapport semestriel d'activité	3
Comptes consolidés semestriels	9
• Etats financiers consolidés	10
• Notes annexes aux comptes consolidés semestriels	27
Attestation du rapport financier semestriel	46
Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle	47

Conseil d'administration

François NUSSE, Président Directeur Général
Président du Directoire des Ets Charles NUSSE
Président d'Exacompta

Dominique DARIDAN

Charles NUSSE
Président d'Exaclair Ltd (GB)
Gérant d'Ernst Stadelmann (AT)
Gérant d'Exaclair GmbH (DE)

Christine NUSSE
Présidente du Conseil de surveillance des Ets Charles NUSSE
Présidente d'Exaclair Inc. (US)
Présidente de Quo Vadis International (CA)

Frédéric NUSSE
Président des Papeteries de Clairefontaine
Président de Papeterie de Mandeuve
Président d'Everbal
Président de Schut Papier (NL)

Guillaume NUSSE
Président de Clairefontaine Rhodia
Président de Madly
Gérant de Publiday Multidia (MA)

Jean-Claude Gilles NUSSE, Directeur Général Délégué
Membre du Directoire des Ets Charles NUSSE
Gérant de AFA

Jean-Marie NUSSE, Directeur Général Délégué
Membre du Directoire des Ets Charles NUSSE

Jérôme NUSSE
Président des Editions Quo Vadis

Monique PRISSARD, représentant permanent des Ets Charles NUSSE
Membre du Directoire des Ets Charles NUSSE

Commissaires aux comptes

BATT AUDIT, 54500 Vandœuvre-lès-Nancy
Jehanne GARRAIT

SEREC AUDIT, 75015 Paris
Dominique GAYNO

Mesdames, Messieurs,

1. EXAMEN ET ARRETE DES COMPTES CONSOLIDES

Comptes consolidés – K€	1^{er} semestre 2015	1^{er} semestre 2014
Produit des activités ordinaires (chiffre d'affaires)	277 033	265 549
Résultat opérationnel	4 240	317
Résultat net avant I.S	5 276	563
Résultat net après I.S	3 683	-194
dont Part des minoritaires	95	-9
Part du groupe	3 588	-185

Les comptes consolidés sont impactés par l'interprétation IFRIC 21 – *Taxes* d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 17 juin 2014.

Les changements comptables doivent être comptabilisés de manière rétrospective ce qui a conduit à modifier les résultats initialement publiés des périodes précédentes.

Comptes consolidés hors application de l'interprétation IFRIC 21

Comptes consolidés – K€	1^{er} semestre 2015	1^{er} semestre 2014
Produit des activités ordinaires (chiffre d'affaires)	277 033	265 549
Résultat opérationnel	5 765	1 734
Résultat net avant I.S	6 801	1 980
Résultat net après I.S	4 700	751
dont Part des minoritaires	95	-9
Part du groupe	4 605	760

Le résultat opérationnel du 1^{er} semestre 2014 était impacté d'une dépréciation de goodwill de 2 000 K€

1.1 SECTEUR PAPIER

En Europe, le tonnage livré de papiers d'impression et d'écriture, non couchés, s'est accru de 1,5% par rapport au premier semestre 2014. La baisse de la valeur de l'Euro par rapport aux autres monnaies a en effet favorisé les exportations. Par ailleurs, la fermeture récente d'unités de production a permis une meilleure utilisation des capacités.

Cette situation a bénéficié à nos usines, mais notre rentabilité dans ce secteur a été pénalisée par la hausse relative de l'US Dollar, devise dans laquelle sont cotées les pâtes à papier que nous achetons.

1.2 SECTEUR TRANSFORMATION

La tendance de la consommation en France d'articles de papeterie se situe à environ -1% d'une année à l'autre. La demande professionnelle qui semblait plus touchée que la consommation des ménages, s'est redressée au mois de juin (source I+C).

Les résultats obtenus par nos départements intervenant dans ce secteur sont donc liés à leurs efforts permanents de promotion qualitative des produits de marque ainsi qu'à des diversifications qui restent cohérentes par rapport à notre savoir-faire.

1.3 SITUATION FINANCIERE ET ENDETTEMENT

Au 30 juin 2015, le chiffre d'affaires de 277 033 K€ L'endettement financier du Groupe s'élève à 121 259 K€ et les capitaux propres à 376 318 K€

Le Groupe Exacompta Clairefontaine a négocié des lignes de crédit avec ses partenaires bancaires. Le Groupe a également émis un montant total de 50 000 K€ de billets de trésorerie à la clôture du 1^{er} semestre sur un programme d'émission de 125 000 K€

Le Groupe dispose d'une trésorerie de 68 659 K€ au 30 juin 2015, son endettement net s'élève à 52 600 K€

Le cash flow consolidé du Groupe Exacompta Clairefontaine s'élève à 18 224 K€ au 30 juin 2015 contre 16 681 K€ au 30 juin 2014 (après correction IFRIC 21).

1.4 AUTRES POINTS

Pour EXACOMPTA CLAIREFONTAINE, en tant que société mère du Groupe, il n'existe aucun programme de rachat d'actions et il n'y a pas d'actionnariat salarié.

L'actionnaire principal, Etablissements Charles NUSSE, possède 910 395 actions à droit de vote double, soit 80,46 % du capital social au 30 juin 2015. La société Financière de l'Echiquier, actionnaire minoritaire, détient plus de 5 %.

2. ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les sociétés du Groupe participent à différents programmes de recherche en relation avec le Centre Technique du Papier de Grenoble et différents laboratoires d'Universités. Les projets de développement sont essentiellement axés sur les gammes de produits.

3. RESPONSABILITE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

Le rapport RSE concernant l'exercice 2014 a été diffusé avant la tenue de l'Assemblée Générale du groupe Exacompta Clairefontaine du 27 mai 2015. Il présente les données relatives à la gestion sociale du Groupe, à notre politique environnementale et des indicateurs sociétaux. Le rapport RSE a été validé par Bureau Veritas. Toutes les données sont régulièrement tenues à jour et sont publiées annuellement.

Les informations données ci-dessous ne sont que des compléments d'actualité de ce rapport.

3.1 INFORMATIONS SOCIALES

↳ Effectif

L'effectif total du Groupe Exacompta Clairefontaine était de 3 132 personnes au 30 juin 2015 contre 3 229 au 30 juin 2014 et 3 144 au 31 décembre 2014.

Les sociétés appliquent à titre principal la convention collective de la production des papiers cartons et celluloses, ou celle du cartonnage.

↳ Comité de groupe

Le comité de groupe réuni le 11 juin 2015 a commenté l'activité ainsi que les perspectives économiques et sociales.

3.2 INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

↳ Suivi des émissions brutes de dioxyde de carbone (CO₂) des sites papetiers français du groupe

Le système d'échange de quotas d'émission de CO₂ est dans sa troisième période d'activité (2013 à 2020).

La Commission Européenne a publié mi-juillet 2015 une proposition législative qui révisé le fonctionnement du système européen d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre.

Il est notamment proposé qu'à partir de 2021 :

- le nombre de quotas alloués soit réduit de 2,2 %/an ;
- 57 % des quotas soient mis aux enchères ;
- le nombre de secteurs soumis au risque de fuite de carbone soit limité, mais l'industrie papetière devrait figurer dans la nouvelle liste des secteurs exposés et continuerait ainsi à obtenir des quotas gratuits au-delà de cette date.

Evolution des émissions de CO₂

Site	Emissions de CO ₂ (tonnes)	
	1 ^{er} semestre 2015	1 ^{er} semestre 2014
CLAIREFONTAINE	43 475	42 224
MANDEURE	4 761	4 967
EVERBAL	858	320
Total	49 094	47 511
En kg CO ₂ / tonne de papier produite	363	341

La hausse globale de nos émissions de 3,3 % est notamment liée :

- pour Clairefontaine : à une augmentation des capacités de production d'électricité et à la fabrication de nouvelles gammes de papiers nécessitant plus de vapeur pour le séchage.
- pour Everbal : à des arrêts de maintenance des chaudières biomasses qui ont nécessité la remise en service de la chaudière au fioul.

↳ **Evolution de la réglementation environnementale**

Les conclusions sur les meilleures technologies disponibles dans l'industrie papetière ont été publiées en septembre 2014. Cela impose à nos trois sites papetiers français de remettre à l'administration avant fin septembre 2015 un dossier de réexamen de leurs conditions d'exploitation, accompagné d'un rapport de base sur l'état de la pollution des eaux souterraines et des sols.

↳ **Audit énergétique**

Un audit énergétique est obligatoire tous les quatre ans pour les entreprises dont le total de bilan, le chiffre d'affaires ou les effectifs excèdent certains seuils selon le décret du 4 décembre 2013.

L'objectif est d'inciter les plus grandes entreprises à mettre en place des actions permettant d'améliorer l'efficacité énergétique.

Le premier audit doit être établi au plus tard le 5 décembre 2015 mais les sites disposant d'un système de management de l'énergie certifié ISO 50 001 en sont exemptés.

Pour le Groupe, 9 sociétés sont concernées.

3.3 INFORMATIONS SOCIETALES

Papeteries de Clairefontaine soutient l'association MEROCEANS dans son étude sur le réchauffement de la planète.

Le bateau « Boogaloo » prépare la première expédition autour du monde de la campagne OceanoScientific 2015 – 2025 avec départ officiel de Monaco pour Cape Town au début du mois d'octobre. Cette campagne se fera dans des zones océaniques peu ou pas explorées.

4. PERSPECTIVES

4.1 PERSPECTIVES GENERALES

Du fait de la hausse des prix de pâtes, notre politique d'évoluer systématiquement vers des papiers et articles de haut de gamme se trouve renforcée. Parallèlement, un réajustement de nos prix de ventes est absolument nécessaire.

Les remous monétaires qui agitent le monde durant cet été rendent difficiles des prévisions précises pour l'ensemble de l'exercice. Notre résultat consolidé devrait être compris entre ceux de 2013 et de 2014, soit entre 4.3 et 11.2 M€

4.2 RISQUES ET INCERTITUDES

De par ses activités, le groupe est exposé à différentes natures de risques comme à un certain nombre d'incertitudes. Ceci est développé dans le rapport diffusé auprès des actionnaires avant l'Assemblée générale ordinaire du 27 mai 2015. Les informations données ci-dessous ne sont que des compléments d'actualité de ce rapport.

➤ Risques liés à l'activité économique

Les variations monétaires qui affectent le prix de nos matières premières sont extrêmement préjudiciables pour notre activité. Nous continuons notre politique de couverture à terme de nos besoins en Dollars.

L'incertitude économique qui continue de peser sur la France et une partie de l'Europe pourrait amplifier la baisse de consommation des papiers et articles de papeterie.

➤ Risques financiers

Pour ne pas dépendre uniquement des financements à court terme, même si ceux-ci sont à des taux très intéressants, le groupe a conclu plusieurs emprunts moyen et long terme pour un total de 15 millions d'€uros au 1^{er} semestre 2015.

➤ Risques de crédit

Depuis le début de l'année 2015, le groupe n'a pas enregistré de défaillance significative dans les règlements de ses clients.

Exacompta Clairefontaine S.A.

Comptes consolidés au
30 juin 2015

Comptes consolidés semestriels

- Etats financiers consolidés 10
- Notes annexes aux comptes consolidés semestriels 27

Bilan consolidé

en K€	30/06/2015	31/12/2014	Notes
ACTIFS NON COURANTS	261 588	266 516	
Immobilisations incorporelles	13 051	13 412	(2.1.4)
Immobilisations incorporelles – Goodwills	31 462	31 462	(2.1.4)
Immobilisations corporelles	211 203	215 396	(2.1.5)
Actifs financiers	4 967	5 258	(2.1.6)
Impôts différés	905	988	(2.4)
ACTIFS COURANTS	411 247	341 013	
Stocks	179 429	160 633	(2.2.1)
Créances clients et autres créances	156 512	105 117	(2.2.2)
Acomptes versés	2 312	2 127	
Créances d'impôt	4 335	2 695	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	68 659	70 441	(2.2.3)
TOTAL DES ACTIFS	672 835	607 529	

CAPITAUX PROPRES	376 318	373 863	
Capital	4 526	4 526	
Réserves liées au capital	229 834	232 854	
Réserves consolidées	136 298	123 357	
Ecart de conversion	-474	-1 007	
Résultat - part du groupe	3 588	11 396	
Capitaux propres – part du groupe	373 772	371 126	
Intérêts minoritaires	2 546	2 737	
DETTES NON COURANTES	90 785	82 232	
Dettes portant intérêt	41 228	33 328	(2.6)
Impôts différés	29 315	29 448	(2.4)
Provisions	20 242	19 456	(2.5)
DETTES COURANTES	205 732	151 434	
Dettes fournisseurs	60 732	53 591	
Partie à court terme des dettes portant intérêt	80 031	43 603	(2.6)
Provisions	4 286	4 239	(2.5)
Dettes d'impôt	47	234	
Autres dettes	60 636	49 767	(2.8)
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS	672 835	607 529	

Compte de résultat consolidé

en K€	30/06/2015	30/06/2014	Notes
Produits des activités ordinaires	277 033	265 549	
- Ventes de produits	273 773	262 691	
- Ventes de services	3 260	2 858	
Autres produits opérationnels	3 746	2 679	
- Reprises d'amortissements			(2.1.4, 2.1.5)
- Subventions	2	4	
- Autres produits	3 744	2 675	
Variation de stocks de produits finis et de travaux en-cours	16 932	14 937	(2.2.1)
Production immobilisée	286	259	
Marchandises et matières consommées	-145 655	-136 224	(2.2.1)
Charges externes	-46 722	-44 880	
Frais de personnel	-76 101	-75 322	(2.12)
Impôts et taxes	-7 265	-7 325	
Dotations aux amortissements	-13 325	-13 578	(2.1.4, 2.1.5)
Autres charges opérationnelles	-4 689	-3 778	
RESULTAT OPERATIONNEL – avant dépréciation des goodwills	4 240	2 317	
Dépréciation des goodwills		2 000	(2.1.4, 2.1.1)
RESULTAT OPERATIONNEL – après dépréciation des goodwills	4 240	317	
Produits financiers	3 350	1 222	
Charges financières	-2 314	-976	
Résultat financier	1 036	246	(2.13)
Charges d'impôt sur le résultat	-1 593	-757	(2.4, 2.11)
Résultat après impôts	3 683	-194	
Résultat net – part des minoritaires	95	-9	
Résultat net - part du Groupe	3 588	-185	
Résultat de la période	3 588	-185	
Nombre d'actions	1 131 480	1 131 480	(2.3)
RESULTAT (de base & dilué) PAR ACTION	3.17	-0.16	

Etat du résultat global

en K€	30/06/2015	30/06/2014
Résultat net de la période	3 683	-194
• Ecart résultant de la conversion des états financiers d'entités étrangères	532	216
• Ecart actuariels	-168	-81
Résultat global total	4 047	-59
Attribuable :		
- aux minoritaires	100	-9
- au Groupe	3 947	-50

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

en K€	Capitaux propres – Part du Groupe	Capitaux propres – Part des minoritaires	Total des capitaux propres
Solde au 31/12/2013	367 947	46	367 993
Écarts de conversion	379		379
Écarts actuariels et autres variations	-970		-970
Acquisition de Photoweb – intérêts minoritaires		2 212	2 212
Put sur intérêts minoritaires Photoweb	-7 060		-7 060
Total des opérations n'affectant pas le résultat	-7 651	2 212	-5 439
Résultat de l'exercice	11 396	479	11 875
Dividendes	-566		-566
Solde au 31/12/2014	371 126	2 737	373 863
Écarts de conversion	532		532
Écarts actuariels et autres variations	-173	5	-168
Autres variations			
Total des opérations n'affectant pas le résultat	359	5	364
Résultat de l'exercice	3 588	95	3 683
Dividendes *	-1 301	-291	-1 592
Solde au 30/06/2015	373 772	2 546	376 318

* Soit pour la part du groupe 1,15 €par action.

Tableau des flux de trésorerie consolidés

La trésorerie d'ouverture et de clôture au tableau des flux de trésorerie se détermine de la manière suivante :

en K€	30/06/2015	31/12/2014	Notes
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'actif	68 659	70 441	(actif)
Découverts bancaires remboursables	-79 984	-43 557	(2.6)
Intérêts courus des dettes financières	-47	-46	(2.6)
Trésorerie au tableau de variation des flux de trésorerie	-11 372	26 838	

Le rapprochement avec la « Partie à court terme des dettes portant intérêt » inscrite au passif est présenté en note 2.6.

Variation des flux de trésorerie

en K€	30/06/2015	31/12/2014	Notes
Résultat net de l'ensemble consolidé	3 683	11 875	
Elimination des charges et produits d'exploitation sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
<ul style="list-style-type: none"> • Amortissements et provisions • Variation des impôts différés • Plus values de cession, nettes d'impôt • Ecart de conversion • Autres 	14 201 -133 108 532 -167	32 427 -670 -298 379 -970	(2.1.4 à 2.1.6, 2.5) (2.4)
<i>Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées</i>	<i>18 224</i>	<i>42 743</i>	
<ul style="list-style-type: none"> • Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité • Variation liée à l'impôt sur les bénéfices • Impôt sur les bénéfices décaissé 	-52 472 -2 649 1 010	13 037 -2 906 3 220	Bilan
(1) Flux net de trésorerie générés par l'activité	-35 887	56 094	
<ul style="list-style-type: none"> • Acquisitions d'immobilisations • Cessions d'immobilisations • Incidence des variations de périmètre - acquisitions • Incidence des variations de périmètre - cessions 	-9 236 605	-20 242 1 054 -40 251	(2.1.4 à 2.1.6)
(2) Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-8 631	-59 439	
<ul style="list-style-type: none"> • Dividendes versés • Dividendes reçus • Emprunts souscrits • Remboursements d'emprunts • Intérêts payés • Intérêts reçus 	-4 818 3 226 15 650 -7 437 -640 327	-2 487 1 921 33 775 -2 869 -999 612	(Variation des capitaux propres)
(3) Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	6 308	29 953	
(1+2+3) Total des flux de trésorerie	-38 210	26 608	
Trésorerie d'ouverture	26 838	230	
Trésorerie de clôture	-11 372	26 838	
Variation de trésorerie	-38 210	26 608	

Présentation des états financiers consolidés

1- Principes généraux – déclaration de conformité

Les comptes consolidés du Groupe EXACOMPTA CLAIREFONTAINE sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Les états financiers consolidés intermédiaires du Groupe Exacompta Clairefontaine ont été préparés en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS 34 – *Information financière intermédiaire*.

Les états financiers consolidés du Groupe Exacompta Clairefontaine ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 10 septembre 2015.

2- Adoption des normes internationales

Les résultats comparatifs des clôtures de juin et décembre 2014 ont été modifiés suite à l'application de l'interprétation IFRIC 21 – *Taxes*, obligatoire en 2015, en raison de son caractère rétrospectif. La comptabilisation des passifs est modifiée et ce faisant la période de rattachement des taxes annuelles, notamment dans les comptes intermédiaires.

Le résultat net consolidé au 30 juin 2014 ressort à -194 K€ contre +751 K€, montant initialement publié dans le rapport financier semestriel 2014.

Les données financières 2014 ont été retraitées chaque fois que nécessaire pour assurer la comparabilité entre les clôtures.

➤ Normes, amendements et interprétations d'application obligatoire en 2015 :

✘ IFRIC 21 – *Taxes*

✘ Améliorations annuelles – *Cycle 2011-2013*

➤ Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} février 2015

✘ Amendements IAS 19 – *Avantages du personnel – Régimes à prestations définies : cotisations des membres du personnel*

✘ Améliorations annuelles – *Cycle 2010-2012*

Le Groupe n'a anticipé l'application d'aucune norme, amendement ou interprétation. Les incidences de ces nouveaux textes sont en cours d'évaluation.

➤ Normes, amendements et interprétations non encore adoptés par l'Union Européenne

✘ IFRS 9 – *Instruments financiers*

✘ IFRS 14 – *Comptes de report réglementaires*

✘ IFRS 15 – *Comptabilisation des produits provenant de contrats avec des clients*

✘ Améliorations annuelles – *Cycle 2012-2014*

✘ Amendements IAS 1 – *Présentation des états financiers d'actifs – Initiative informations à fournir*

- ✗ Amendements à IFRS 11 – *Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans une entreprise commune*
- ✗ Amendements à IAS 16 et 38 – *Clarification sur les modes d'amortissement acceptables*
- ✗ Amendements à IFRS 10 et IAS 28 – *Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise*
- ✗ Amendements à IAS 27 – *Utilisation de la méthode de la mise en équivalence dans les états financiers individuels*
- ✗ Amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 28 – *Entités d'investissement – Application de l'exemption de consolidation*

L'analyse des incidences de l'application de ces nouveaux textes est en cours.

3- Bases de préparation des états financiers

Les états financiers sont présentés en euros arrondis au millier d'euros le plus proche.

Ils sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des instruments financiers évalués à leur juste valeur.

La préparation des états financiers selon les normes IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes les périodes ultérieures affectées.

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés. Elles ont été appliquées d'une manière uniforme à l'ensemble des entités du Groupe Exacompta Clairefontaine.

4- Consolidation des filiales

Les états financiers consolidés incluent les états financiers de la société mère, Exacompta Clairefontaine, ainsi que ceux des entités contrôlées par la mère (« les filiales »).

Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu et jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Les soldes de bilan, les pertes et gains latents, les produits et les charges résultant des transactions intragroupe sont éliminés lors de la consolidation.

Les gains latents découlant des transactions avec les entreprises associées sont éliminés à concurrence des parts d'intérêt du Groupe.

Les pertes latentes sont éliminées de la même manière, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

5- Monnaies étrangères

Les états financiers individuels de chacune des entités du Groupe sont présentés dans la monnaie de l'environnement économique dans lequel elle opère. Pour les besoins des états financiers consolidés, le résultat et la situation financière de chaque entité sont exprimés en Euros, qui est la monnaie fonctionnelle de la société Exacompta Clairefontaine et la monnaie de présentation des états financiers consolidés.

Les transactions en monnaie étrangère sont enregistrées en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère à la date de clôture sont convertis en euros en utilisant le cours de change à cette date. Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés au résultat financier selon le cas en produits ou en charges.

Pour chaque entité individuelle exerçant son activité à l'étranger, les actifs et les passifs sont convertis en euros aux cours de change en vigueur à la date de clôture. Les produits et charges sont convertis aux cours de change moyens de l'exercice, ce qui représente une approximation suffisante des cours aux dates de transaction, en l'absence de fluctuations significatives.

Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés en écart de conversion, en tant que composante distincte des capitaux propres.

6- Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises intervenus à compter du 1^{er} janvier 2010 sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition conformément à la norme IFRS 3 révisée – *Regroupements d'entreprises*.

Le goodwill provenant d'un regroupement d'entreprises est évalué comme étant l'excédent entre la contrepartie transférée et le solde net des montants, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris évalués à leur juste valeur.

Le cas échéant, la participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise est évaluée soit à la juste valeur, soit à la quote-part de la juste valeur des actifs et passifs de la filiale acquise. Cette option est ouverte lors de chaque opération de regroupement d'entreprises et ne peut être modifiée ultérieurement.

Lors d'un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, la quote-part de la participation détenue avant la prise de contrôle est évaluée à sa juste valeur. Le produit ou la perte correspondante est enregistré en résultat.

L'évaluation initiale du regroupement d'entreprises peut être ajustée en contrepartie du goodwill en cas de nouvelles informations sur des faits existants à la date d'acquisition. La période d'ajustement de l'évaluation initiale est limitée à 12 mois à compter de la date de l'acquisition. Le Groupe comptabilise les frais connexes à l'acquisition d'une filiale en charges sur les périodes au cours desquelles les coûts sont engagés et les services reçus.

Dans le cas d'un regroupement d'entreprises réalisé à des conditions avantageuses, l'acquéreur comptabilise le profit correspondant en résultat à la date d'acquisition.

Un regroupement d'entreprises impliquant des entités sous contrôle commun est un regroupement dans lequel la totalité des entités ou des activités se regroupant sont contrôlées in fine par la même partie, tant avant qu'après le regroupement d'entreprises, et ce contrôle n'est pas temporaire.

En l'absence de dispositions spécifiques dans les normes, le Groupe applique la méthode de la valeur comptable à l'ensemble des opérations impliquant les entités sous contrôle commun.

7- Immobilisations corporelles

Les terrains et constructions détenus par le Groupe sont destinés à être utilisés dans la production ou la fourniture de biens et services ou à des fins administratives.

Le Groupe ne détient pas de bien immobilier significatif entrant dans la catégorie des immeubles de placement. Les installations industrielles et autres équipements sont des actifs détenus dans le cadre des activités de production ou de fourniture de biens et services.

L'ensemble des immobilisations corporelles dont le Groupe est propriétaire est inscrit au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles en cours de construction sont des actifs destinés à la production comptabilisés au coût diminué de toute perte de valeur identifiée.

Lorsque des composants des immobilisations corporelles ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisation corporelle distincte. Tous les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

Les contrats de location qui ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif sont classés en tant que contrats de location-financement.

Les actifs correspondants sont comptabilisés dans les immobilisations à leur juste valeur ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimums au titre de la location diminuée du cumul des amortissements et des pertes de valeur, en contrepartie d'une dette financière. Les paiements minimaux au titre de ces contrats sont ventilés entre charge financière et amortissement de la dette. La charge financière est affectée à chaque période couverte par le contrat de location financement, de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde de la dette financière restant due au passif.

Ces actifs loués sont amortis sur leur durée d'utilité attendue, sur la même base que les actifs détenus.

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire et aucune valeur résiduelle n'est retenue. Il est déterminé en fonction de la durée d'utilité estimée pour chaque composant d'une immobilisation corporelle sur les bases suivantes et par an :

- Terrains	non amortis
- Constructions	25 à 40 ans
- Agencements et aménagements	10 à 20 ans
- Installations techniques et équipements	10 à 20 ans
- Autres matériels de bureau et informatique	3 à 10 ans

La durée d'utilité des principales immobilisations corporelles fait l'objet d'une revue lors de chaque arrêté. Le cas échéant, la modification de la durée d'utilité est comptabilisée de manière prospective comme un changement d'estimation comptable.

8- Immobilisations incorporelles

Frais de recherche et développement

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Les dépenses de développement sont comptabilisées en tant qu'immobilisation si les coûts peuvent être mesurés de façon fiable et si le Groupe peut démontrer la faisabilité technique et commerciale du produit ou du procédé, l'existence d'avantages économiques futurs probables et son intention ainsi que la disponibilité de ressources suffisantes pour achever le développement et utiliser ou vendre l'actif. Lorsque les principes pour la comptabilisation à l'actif de dépenses de développement ne sont pas satisfaits, elles sont comptabilisées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

L'examen des coûts exposés a conduit le Groupe à ne pas activer de dépenses de développement.

Goodwills

Les goodwills résultent de l'acquisition des filiales. Ils représentent la différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs nets diminués des passifs éventuels identifiables à la date de l'acquisition.

Le goodwill est initialement évalué à son coût et comptabilisé en tant qu'actif selon les principes exposés au paragraphe 6 ci-avant. Il est ensuite évalué au coût diminué du cumul des pertes de valeur

Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill est affecté à des unités génératrices de trésorerie (UGT) qui sont constituées le plus souvent de filiales ou de regroupements de filiales présentant des synergies et ne présentant pas de flux de trésorerie indépendants.

Ces UGT sont largement indépendantes du Groupe consolidé, et leur taille est inférieure aux segments opérationnels tels que définis par la norme IFRS 8 *Secteurs opérationnels*.

Chaque année un test de dépréciation est réalisé sur l'ensemble des unités génératrices de trésorerie porteuses de goodwills, ainsi qu'à chaque arrêté s'il y a une indication que l'unité peut s'être dépréciée, selon les modalités suivantes conformément au dispositif prévu par la norme IAS 36 :

- ✗ Taux d'actualisation correspondant au taux de rendement attendu du marché pour un placement équivalent, indépendamment des sources de financement. Ce taux d'actualisation est un taux après impôts appliqué à des flux de trésorerie après impôts. Son utilisation aboutit à la détermination de valeurs recouvrables identiques à celles obtenues en utilisant un taux avant impôts appliqué à des flux de trésorerie non fiscalisés
- ✗ Business plans à 3 ans correspondant aux plans validés par la Direction
- ✗ Extrapolation des flux d'exploitation au-delà de 3 ans sur la base d'un taux de croissance propre au secteur d'activité

Si la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie est inférieure à la valeur comptable de l'unité, la perte de valeur est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'unité génératrice de trésorerie puis aux autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chaque actif dans l'unité.

Une perte de valeur pour un goodwill comptabilisée au compte de résultat n'est pas reprise lors d'une période ultérieure.

Marques

Les marques sont inscrites en tant qu'actifs incorporels et comptabilisées à leur juste valeur déterminée à la date d'acquisition. En l'absence de limite prévisible à leur capacité de générer des flux nets de trésorerie, la durée d'utilité des marques exploitées par le Groupe est considérée comme indéfinie.

Elles ne sont pas amorties, mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel ainsi qu'à chaque arrêté s'il existe un indice de perte de valeur. La valeur recouvrable est déterminée sur la base des flux de trésorerie attendus actualisés.

Les dépenses portant sur des marques générées en interne sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles qui ont été acquises par le Groupe sont comptabilisées à leur coût diminué des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée sur les bases suivantes et par an :

- | | |
|--|------------|
| - Brevets, licences et logiciels | 3 à 8 ans |
| - Autres immobilisations incorporelles | 5 à 10 ans |

9- Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles (hors goodwills et marques)

A chaque clôture, le Groupe passe en revue les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant qu'un actif a subi une perte de valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer la perte de valeur éventuelle.

La valeur recouvrable d'un actif correspond à la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est estimée suivant la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie futurs. Si la valeur recouvrable est estimée comme étant inférieure à la valeur comptable, une perte de valeur est immédiatement enregistrée dans les charges au compte de résultat.

Une perte de valeur comptabilisée pour un actif lors d'un exercice antérieur peut être reprise s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable. Cependant, cette valeur comptable augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée. La reprise d'une perte de valeur est comptabilisée au compte de résultat.

10- Actifs financiers

Les titres de participation non consolidés sont classés en actifs disponibles à la vente évalués en juste valeur, les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres. Si la juste valeur ne peut être estimée de façon fiable, les participations restent évaluées au coût d'acquisition. Dans le cas d'une dépréciation, la perte de valeur est enregistrée au compte de résultat.

Les créances rattachées aux participations et autres immobilisations financières sont évaluées en juste valeur lors de la comptabilisation initiale et au coût amorti lors des évaluations ultérieures.

11- Créances clients et autres créances

Les créances clients et autres créances sont classées dans la catégorie IAS 39 des prêts et créances. Elles sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale et au coût amorti lors des évaluations ultérieures. Des pertes de valeur sont comptabilisées au compte de résultat lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable.

12- Stocks

Les stocks sont inscrits au plus faible entre le coût ou leur valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Le coût comprend les coûts directs de matière première et les coûts directs de main d'œuvre ainsi que les frais généraux directement attribuables, encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent. En général, le coût est calculé en utilisant la méthode du coût moyen pondéré.

Droits d'émission de gaz à effet de serre

Les filiales papetières du Groupe exercent une activité soumise à la réglementation de l'ordonnance n°2004-330 du 15 avril 2004 portant transposition en droit français, dans le code de l'environnement, de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil établissant un système d'échange de quotas de gaz à effet de serre, adoptée le 13 octobre 2003.

Un quota est une unité de compte représentative de l'émission d'une tonne de dioxyde de carbone. La période actuelle d'allocation de quotas d'émission de gaz à effet de serre couvre la période 2013-2020.

Les méthodes de comptabilisation appliquées par le Groupe sont celle issues du « Règlement N° 2012-03 du 4 octobre 2012 relatif à la comptabilisation des quotas d'émission de gaz à effet de serre et unités assimilées » adopté par l'Autorité des Normes Comptables.

Dans le cadre de ce règlement, le Groupe applique le modèle Production pour lequel la détention des quotas est liée à un processus de production générant des émissions de gaz à effet de serre. Ils sont utilisés pour se conformer aux obligations de restitution

Les principales caractéristiques de l'application de ce modèle sont les suivantes :

- ✗ Les quotas sont comptabilisés en stocks
 - Les quotas alloués par l'Etat sont comptabilisés pour une valeur nulle. Ils sont suivis en quantité uniquement
 - Les quotas acquis sont enregistrés à leur coût d'acquisition
- ✗ Evaluation à la date de clôture
 - Une dépréciation est à comptabiliser lorsque la valeur actuelle du stock est inférieure à sa valeur comptable
 - Les quotas alloués, étant affectés d'une valeur nulle, ne sont pas soumis à une évaluation spécifique
- ✗ La sortie de stock
 - Les quotas sont sortis du stock au fur et à mesure des émissions de CO₂. Dans le cas de quotas alloués il n'y a pas d'incidence comptable
 - En cas de cession de quotas, les plus-values et moins-values sont comptabilisées en résultat opérationnel
- ✗ Les obligations liées aux émissions de gaz à effet de serre
 - L'obligation fondamentale de restitution de quotas de CO₂ en fonction des émissions est inchangée par rapport aux périodes d'allocation précédentes
 - A la clôture de chaque période comptable, si les quotas [alloués + acquis] sont insuffisants pour faire face à l'obligation de restitution, un passif correspondant au montant des quotas manquants à acquérir est comptabilisé

13- Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds de caisse, les soldes bancaires ainsi que les placements à court terme dans des instruments du marché monétaire.

Ces placements sont convertibles en un montant de trésorerie connu sous un délai maximal de mobilisation d'une semaine et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les valeurs mobilières de placement sont des actifs désignés à la juste valeur par le résultat.

Les découverts bancaires remboursables à vue et la part à court terme des comptes courants qui font partie intégrante de la gestion de la trésorerie du Groupe constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau des flux de trésorerie.

14- Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour limiter son exposition aux risques de taux d'intérêt résultant de ses activités opérationnelles, financières et d'investissement.

Le Groupe n'applique pas la comptabilité de couverture (couverture de flux de trésorerie et couverture de juste valeur). Les instruments financiers dérivés sont classés dans la catégorie des actifs et passifs financiers évalués en juste valeur par le résultat. Le profit ou la perte résultant des évaluations successives à la juste valeur est comptabilisé immédiatement en résultat. Les swaps de taux d'intérêt sont comptabilisés à la juste valeur correspondant au prix qui serait échangé par des parties consentantes et bien informées et dans des conditions de concurrence normale. Elle est fournie par les établissements financiers auprès desquels ils sont souscrits.

15- Dettes portant intérêt

Tous les instruments financiers sont évalués initialement à leur juste valeur et au coût amorti lors des évaluations ultérieures.

Les coûts de transaction sont inclus dans l'évaluation initiale des instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur par le résultat. Les coûts de transaction sont les coûts marginaux directement imputables à l'acquisition ou à l'émission d'un instrument financier et n'incluent pas les coûts internes d'administration.

Tous les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus.

Les options de vente consenties à des tiers minoritaires de filiales contrôlées constituent un passif financier. La dette est estimée en fonction des contrats et peut être ré-estimée en fonction des résultats réalisés par l'entité.

Le Groupe enregistre ces options de vente en passif financier pour la valeur actuelle du prix d'exercice de ces options déduction faite des intérêts minoritaires correspondants avec pour contrepartie les capitaux propres part du Groupe.

Les variations ultérieures de la dette suivent le même traitement.

16- Avantages du personnel

Régimes à cotisations définies

Les paiements à un régime à cotisations définies sont comptabilisés en charges lorsqu'elles sont encourues.

Provisions pour indemnités de départ en retraite

L'obligation nette du Groupe au titre de régimes à prestations définies est évaluée séparément pour chaque régime en estimant le montant des avantages futurs acquis par le personnel en échange des services rendus au cours de la période présente et des périodes antérieures.

Ce montant est actualisé pour déterminer sa valeur actuelle, et minoré de la juste valeur des actifs du régime. Le taux d'actualisation est déterminé par référence au taux de marché des TMO à la date de clôture fondé sur les obligations d'entreprises de première catégorie. Les calculs sont effectués selon la méthode des unités de crédit projetées.

Les écarts actuariels sont comptabilisés en autres éléments du résultat global.

17- Provisions

Une provision est comptabilisée au bilan lorsque le Groupe a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé et lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque l'opération a été approuvée par le Groupe et a fait l'objet d'une communication.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation, et est actualisé lorsque l'effet est significatif.

18- Produits

Produits des activités ordinaires

Les ventes de produits et de services sont évaluées à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales et des taxes relatives aux ventes.

Les ventes de biens sont comptabilisées dans le compte de résultat lors de la livraison des biens et du transfert de la propriété à l'acheteur qui en supporte les risques et les avantages.

Les produits provenant des prestations de services sont comptabilisés dans le compte de résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation à la date de clôture, évalué par référence aux travaux effectués.

Subventions publiques

Les subventions publiques qui compensent des charges encourues par le Groupe sont comptabilisées de façon systématique en tant que produits dans le compte de résultat de la période au cours de laquelle les charges ont été encourues.

Les subventions qui couvrent en totalité ou partiellement le coût d'un actif sont déduites de cet actif pour constituer son coût de revient.

La subvention est comptabilisée en produits sur la durée d'utilité de l'actif amortissable par l'intermédiaire d'une réduction de la charge d'amortissement.

Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi – CICE

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) a été instauré par l'article 66 de la Loi de finances rectificative n° 2012-1510 du 29 décembre 2012.

Il est calculé sur le total des rémunérations versées au titre de l'année civile et le produit est pris en compte au rythme de l'engagement des charges de personnel. Le CICE est comptabilisé en diminution des charges de personnel.

19- Charges

Paiements au titre de contrats de location simple

Les paiements au titre d'un contrat de location simple sont comptabilisés en charges sur une base linéaire sur la durée du contrat.

Les avantages reçus ou à recevoir pour le locataire sont comptabilisés en résultat selon la même règle d'étalement sur la durée du contrat.

Résultat financier

Le résultat financier net comprend les intérêts à payer sur les emprunts et les passifs de trésorerie, les intérêts à recevoir sur les placements, les profits et pertes de change et les profits et pertes sur les instruments financiers qui sont comptabilisés dans le compte de résultat.

20- Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat comprend la charge ou le produit d'impôt exigible et la charge ou le produit d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres, auquel cas il est également comptabilisé en capitaux propres.

La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) n'est pas qualifiée d'impôt sur le résultat et n'entre pas dans le champ d'application de la norme IAS 12. Les contributions sont enregistrées en charge opérationnelle.

L'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période et de tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes. Il est déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

L'impôt différé est déterminé selon l'approche bilantielle de la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales, en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôt différé :

- Le goodwill non déductible fiscalement ;
- La comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif qui n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable (sauf dans le cas d'un regroupement d'entreprises).

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels cet actif pourra être imputé. Les actifs d'impôt différé sont réduits dans la mesure où il n'est plus désormais probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles, et lorsqu'ils concernent des impôts sur le résultat prélevés par une même autorité fiscale et que le Groupe a l'intention de les régler sur la base de leur montant net.

21- Gestion du risque financier

D'une façon générale, le Groupe Exacompta Clairefontaine écarte toute opération financière à caractère complexe. Il reste cependant exposé à certains risques liés à l'utilisation d'instruments financiers dans le cadre de ses activités.

La gestion du risque est assurée par les unités opérationnelles dans le respect de la politique définie au niveau de la Direction générale.

Risques de marché

L'exposition aux risques de marché consiste essentiellement au risque de change et au risque de taux d'intérêt.

□ Risque de change

Le Groupe exerce ses activités à l'international. Les risques liés aux transactions commerciales, libellées dans une monnaie autre que les monnaies fonctionnelles respectives des entités du Groupe, concernent principalement les achats de matières premières libellés en USD.

Pour gérer ce risque de change, le Groupe couvre environ 50 % des transactions futures anticipées dans cette devise sur les trois mois à venir par des contrats d'options.

Les variations de taux de change n'ont pas d'impact très significatif sur les comptes du 30 juin 2015.

□ Risque de taux d'intérêt

Le risque auquel le groupe est exposé provient des emprunts. Les emprunts initialement émis à taux variable exposent le Groupe au risque de variation des flux de trésorerie. En conséquence, des swaps de taux d'intérêt sont contractés.

Risque de liquidité

L'approche du Groupe pour gérer ce risque est de s'assurer qu'il disposera toujours de liquidités suffisantes pour honorer ses passifs, lorsqu'ils arriveront à échéance, sans encourir de pertes inacceptables ni porter atteinte à sa réputation.

A cet effet, des financements à court terme (échéances de moins d'un an) sont mis en place pouvant être assurés par des billets de trésorerie rémunérés à taux fixe.

Le Groupe dispose par ailleurs de lignes de tirage couvrant les échéances moyen terme.

Le Groupe a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

□ Créances clients et autres débiteurs

La concentration du risque de crédit n'est pas significative, il est réparti sur un grand nombre de clients. Le risque de défaillance par secteur d'activité et pays dans lequel les clients exercent leur activité est sans influence significative sur le risque de crédit.

Le Groupe a mis en place des outils de suivi des encours lui permettant de s'assurer que ses clients ont un historique de risque de crédit approprié. Les clients qui ne satisfont pas aux exigences en matière de solvabilité ne peuvent conclure des transactions avec le groupe que dans le cadre de paiements d'avance. Au surplus, le risque de crédit est limité par la souscription de contrats d'assurance-crédit.

Le Groupe détermine un niveau de dépréciation qui représente son estimation des pertes encourues relatives aux créances clients et autres débiteurs. Les pertes de valeur correspondent à des pertes spécifiques liées aux risques individualisés.

Les montants présentés au bilan sont nets des pertes de valeur comptabilisées.

□ Placements

Le Groupe limite son exposition au risque de crédit sur les placements, dépôts à court terme et autres instruments de trésorerie en souscrivant uniquement dans des titres liquides.

Les contreparties étant des banques de premier ordre, le Groupe ne s'attend pas à ce que certaines fassent défaut.

22- Information sectorielle

Basés sur l'organisation interne du Groupe, les segments opérationnels pour l'information financière sont définis par pôle de métier.

Les activités principales par pôle de métier sont les suivantes :

- Papier : production, finition et mise en format de papier
- Transformation : façonnage d'articles de papeterie, de bureau et de classement

Les opérations entre les différents pôles de métier sont réalisées à des conditions de marché.

Une information sectorielle par zone géographique est également présentée, ventilée pour le chiffre d'affaires par zone de commercialisation à la clientèle et pour les autres informations par zone d'implantation des sociétés consolidées.

Notes annexes aux comptes consolidés

1. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Toutes les sociétés sont consolidées au 30 juin 2015 suivant la méthode de l'intégration globale (I.G.).

Nom	Adresse	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation	N° de SIREN
EXACOMPTA CLAIREFONTAINE	88480 ETIVAL CLAIREFONTAINE			Société mère	505 780 296
A.B.L.	132, Quai de Jemmapes 75010 PARIS	100	100	I.G.	622 033 124
A.F.A.	132, Quai de Jemmapes 75010 PARIS	100	100	I.G.	582 090 452
L'AGENDA MODERNE	144, Quai de Jemmapes 75010 PARIS	100	100	I.G.	552 097 347
CARTOREL	358, Avenue de Paris 79025 NIORT	100	100	I.G.	025 770 470
CFR Ile Napoléon	RD 52 68490 OTTMARSHEIM	100	100	I.G.	439 721 697
PAPETERIES DE CLAIREFONTAINE	88480 ETIVAL CLAIREFONTAINE	100	100	I.G.	402 965 297
CLAIREFONTAINE RHODIA	RD 52 68490 OTTMARSHEIM	100	100	I.G.	339 956 781
CLAIRCELL	ZI – rue de Chartres 28160 BROU	100	100	I.G.	432 357 358
COGIR	10, rue Beauregard 37110 CHATEAU RENAULT	100	100	I.G.	885 783 159
REGISTRES LE DAUPHIN	27, rue George Sand 38500 VOIRON	100	100	I.G.	055 500 953
MADLY	6, rue Henri Becquerel 69740 GENAS	100	100	I.G.	400 210 449
EVERBAL	2, Route d'Avaux 02190 EVERGNICOURT	100	100	I.G.	542 091 194
EXACOMPTA	138, Quai de Jemmapes 75010 PARIS	100	100	I.G.	702 047 564
FACIMPRIM	15, rue des Ecluses Saint Martin 75010 PARIS	100	100	I.G.	702 027 665

LALO	138, Quai de Jemmapes 75010 PARIS	100	100	I.G.	572 016 814
LAVIGNE	139-175, rue Jean Jacques Rousseau 92130 ISSY LES MOULINEAUX	100	100	I.G.	332 346 444
PAPETERIE DE MANDEURE	14, rue de la Papeterie 25350 MANDEURE	100	100	I.G.	339 310 807
MANUCLASS	ZI d'Etriché 49500 SEGRE	100	100	I.G.	318 110 665
CLAIRCELL INGENIERIE	ZI – rue de Chartres 28160 BROU	100	100	I.G.	490 846 763
EDITIONS QUO VADIS	14, rue du Nouveau Bêle 44470 CARQUEFOU	100	100	I.G.	054 807 748
IMPRIMERIE RAYNARD	6, rue de la Peltière – 35130 LA GUERCHE DE BRETAGNE	100	100	I.G.	659 200 786
ROLFAX	ZI route de Montdidier 60120 BRETEUIL	100	100	I.G.	432 030 088
PAPETERIES SILL	Rue du Moulin 62570 WIZERNES	100	100	I.G.	085 650 141
PHOTOWEB	1, rue des Platanes 38120 SAINT-EGREVE	75	75	I.G.	428 083 703
APAX STUDIO	1, rue des Platanes 38120 SAINT-EGREVE	75	75	I.G.	802 438 606
BRAUSE Produktion	D – 51149 KÖLN	100	100	I.G.	
EXACLAI R GmbH (Allemagne)	D – 51149 KÖLN	100	100	I.G.	
RODECO	D – 51149 KÖLN	100	100	I.G.	
MAKANE BOUSKOURA	Parc industriel de Bouskoura, lot n°4 20180 BOUSKOURA	100	100	I.G.	
CLAIR MAROC	Parc industriel de Bouskoura, lot n°4 20180 BOUSKOURA	100	100	I.G.	
PUBLIDAY MULTIDIA	Parc industriel de Bouskoura, lot n°4 20180 BOUSKOURA	100	100	I.G.	
ERNST STADELMANN	Bahnhofstrasse 8 A – 4070 EFERDING	99	99	I.G.	
EXACLAI R (Espagne)	E – 08110 MONTCADA I REIXAC	100	100	I.G.	
EXACLAI R (Belgique)	Boulevard Paepsem, 18D B – 1070 ANDERLECHT	100	100	I.G.	
EXACLAI R Inc (Etats-Unis)	143 west, 29th street USA – NEW YORK	100	100	I.G.	
EXACLAI R Ltd (Grande Bretagne)	Oldmedows Road KING'S LYNN, Norfolk PE30 4LW	100	100	I.G.	

QUO VADIS International Ltd	1055, rue Begin – Ville Saint Laurent QUEBEC H4R 1V8	100	100	I.G.	
EXACLAI Italia Srl	Via Soperga, 36 I – 20127 MILANO	100	100	I.G.	
QUO VADIS Japon Co Ltd	Sangenjaya Combox 4F 1–32–3 Kamjuma Setagaya-Ku, TOKYO	100	100	I.G.	
QUO VADIS Editions Inc	120, Elmview Avenue HAMBURG, NY 14075–3770	100	100	I.G.	
SCHUT PAPIER	Kabeljauw 2 NL – 6866 HEELSUM	100	100	I.G.	

Mouvements affectant le périmètre de consolidation	
Entrées – acquisitions	Sorties
<ul style="list-style-type: none"> Néant 	<ul style="list-style-type: none"> Déconsolidation de la société QUO VADIS POLONIA Spzoo en cours de liquidation

Les effets des mouvements de périmètre sont détaillés dans les informations sur le bilan et le compte de résultat ci-après.

2. INFORMATIONS SUR LE BILAN ET LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDES

2.1 Actifs non courants

2.1.1 Immobilisations incorporelles

Marques

Dans le poste « concessions, brevets, licences » figurent des marques pour un montant global de 8 655 K€ Aucune perte de valeur n'a été enregistrée dans les comptes du 1^{er} semestre 2015.

Goodwills

Les principaux goodwills enregistrés concernent 5 filiales au 30 juin 2015. L'information sectorielle présente la répartition des goodwills par secteurs d'activités et géographiques.

Aucune perte de valeur n'a été enregistrée dans les comptes du 1^{er} semestre 2015, aucune indication que les UGT se soient dépréciées n'ayant été identifiée.

2.1.2 Immobilisations corporelles

La durée d'utilité des principales immobilisations corporelles a fait l'objet d'une revue dans le Groupe. Aucune modification de durée d'utilité conduisant à un changement significatif d'estimation comptable n'a été identifiée sur la période.

Contrats de location financement agrégés dans les tableaux correspondants

en K€	30/06/2015	31/12/2014
<i>Immobilisations corporelles</i>	9 376	9 376
Terrains	5	5
Constructions	689	689
Installations techniques, matériel et outillages industriels	8 682	8 682
<i>Amortissements</i>	9 203	8 965
Cumulés à l'ouverture	8 965	8 988
Dotation de la période	238	496
Sortie d'immobilisations		-519
<i>Emprunts</i>	0	0

2.1.3 Actifs financiers

Les titres de participation non consolidés ainsi que les autres titres immobilisés sont maintenus à leur coût à défaut de juste valeur fiable. Les créances rattachées aux participations et les prêts et autres immobilisations financières sont évaluées au coût amorti. La valeur comptable est égale à la juste valeur.

2.1.4 Immobilisations incorporelles

Au 30 juin 2015, en K€	Goodwills	Concessions, brevets, licences et droits similaires	Autres	Total
Valeur brute à l'ouverture	36 956	27 817	2 817	67 590
Acquisitions		348	43	391
Cessions		-553		-553
Variations de périmètre			-6	-6
Ecarts de conversion		10	47	57
Transferts et autres mouvements		137	5	142
Valeur brute à la clôture	36 956	27 759	2 906	67 621
Amortissements et dépréciations à l'ouverture	5 494	15 382	1 840	22 716
Cessions		-552		-552
Variations de périmètre			-6	-6
Amortissements		759	149	908
Dépréciations				
Reprises				
Ecarts de conversion		9	33	42
Transferts et autres mouvements				
Amortissements et dépréciations à la clôture	5 494	15 598	2 016	23 108
Valeur nette comptable à l'ouverture	31 462	12 435	977	44 874
Valeur nette comptable à la clôture	31 462	12 161	890	44 513

Au 31 décembre 2014, en K€	Goodwills	Concessions, brevets, licences et droits similaires	Autres	Total
Valeur brute à l'ouverture	13 666	25 742	3 589	42 997
Acquisitions		1 046	135	1 181
Cessions		-77		-77
Variations de périmètre	23 681	245		23 926
Ecarts de conversion		10	54	64
Transferts et autres mouvements	-391	851	-961	-501
Valeur brute à la clôture	36 956	27 817	2 817	67 590
Amortissements et dépréciations à l'ouverture	3 116	13 651	1 508	18 275
Cessions		-50		-50
Variations de périmètre		157		157
Amortissements		1 613	294	1 907
Dépréciations	2 769			2 769
Reprises				
Ecarts de conversion		11	38	49
Transferts et autres mouvements	-391			-391
Amortissements et dépréciations à la clôture	5 494	15 382	1 840	22 716
Valeur nette comptable à l'ouverture	10 550	12 061	2 111	24 722
Valeur nette comptable à la clôture	31 462	12 435	977	44 874

2.1.5 Immobilisations corporelles

Au 30 juin 2015, en K€	Terrains et constructions	Installations techniques et machines	Autres immos corporelles	Acomptes et immos en cours	Total
Valeur brute à l'ouverture	145 441	414 357	33 463	5 090	598 351
Acquisitions	313	2 784	843	4 307	8 247
Cessions	-264	-2 430	-378		-3 072
Variations de périmètre		-36	-3		-39
Ecarts de conversion	658	1 117	136		1 911
Transferts et autres mouvements	24	3 646	291	-4 167	-206
Valeur brute à la clôture	146 172	419 438	34 352	5 230	605 192
Amortissements et dépréciations à l'ouverture	76 668	278 897	27 390	0	382 955
Cessions	-264	-2 095	-339		-2 698
Variations de périmètre		-36	-3		-39
Amortissements	2 355	9 151	911		12 417
Dépréciations					
Reprises					
Ecarts de conversion	272	959	123		1 354
Transferts et autres mouvements					
Amortissements et dépréciations à la clôture	79 031	286 876	28 082	0	393 989
Valeur nette comptable à l'ouverture	68 773	135 460	6 073	5 090	215 396
Valeur nette comptable à la clôture	67 141	132 562	6 270	5 230	211 203

Au 31 décembre 2014, en K€	Terrains et constructions	Installations techniques et machines	Autres immos corporelles	Acomptes et immos en cours	Total
Valeur brute à l'ouverture	132 680	399 228	30 306	6 383	568 597
Acquisitions	1 919	7 626	2 258	4 284	16 087
Cessions	-713	-3 253	-2 445		-6 411
Variations de périmètre	857	6 787	3 116	7 615	18 375
Ecarts de conversion	658	1 005	132	27	1 822
Transferts et autres mouvements	10 040	2 964	96	-13 219	-119
Valeur brute à la clôture	145 441	414 357	33 463	5 090	598 351
Amortissements et dépréciations à l'ouverture	72 590	258 293	25 046	0	355 929
Cessions	-557	-2 981	-2 380		-5 918
Variations de périmètre	13	4 217	2 622		6 852
Amortissements	4 357	18 521	1 986		24 864
Dépréciations					
Reprises					
Ecarts de conversion	265	847	116		1 228
Transferts et autres mouvements					
Amortissements et dépréciations à la clôture	76 668	278 897	27 390	0	382 955
Valeur nette comptable à l'ouverture	60 090	140 935	5 260	6 383	212 668
Valeur nette comptable à la clôture	68 773	135 460	6 073	5 090	215 396

2.1.6 Actifs financiers

Au 30 juin 2015, en K€	Participations non consolidées	Créances rattachées aux participations	Prêts	Autres créances	Total
Valeur brute à l'ouverture	1 861	0	876	3 805	6 542
Acquisitions			23	55	78
Cessions					
Variations de périmètre	897				897
Ecarts de conversion				11	11
Transferts et autres mouvements			-38	-300	-338
Valeur brute à la clôture	2 758	0	861	3 571	7 190
Dépréciations à l'ouverture	1 282	0	0	2	1 284
Acquisitions / cessions					
Variations de périmètre	897				897
Dépréciations	42				42
Reprises					
Ecarts de conversion					
Transferts et autres mouvements					
Dépréciations à la clôture	2 221	0	0	2	2 223
Valeur nette comptable à l'ouverture	579	0	876	3 803	5 258
Valeur nette comptable à la clôture	537	0	861	3 569	4 967

Au 31 décembre 2014, en K€	Participations non consolidées	Créances rattachées aux participations	Prêts	Autres créances	Total
Valeur brute à l'ouverture	1 840	0	883	1 349	4 072
Acquisitions	22		60	2 505	2 587
Cessions	-1				-1
Variations de périmètre				112	112
Ecarts de conversion				6	6
Transferts et autres mouvements			-67	-167	-234
Valeur brute à la clôture	1 861	0	876	3 805	6 542
Dépréciations à l'ouverture	1 177	0	0	24	1 201
Acquisitions / cessions					
Variations de périmètre					
Dépréciations	105				105
Reprises				-22	-22
Ecarts de conversion					
Transferts et autres mouvements					
Dépréciations à la clôture	1 282	0	0	2	1 284
Valeur nette comptable à l'ouverture	663	0	883	1 325	2 871
Valeur nette comptable à la clôture	579	0	876	3 803	5 258

Les autres créances sont principalement composées de dépôts et cautionnements qui s'élèvent à 3 183 K€ au 30 juin 2015 contre 3 175 K€ au 31 décembre 2014.

2.1.7 Tableau des échéances des autres actifs financiers

Au 30 juin 2015, en K€	- de 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Prêts	72	110	679	861
Autres immobilisations financières	1 373	1 026	1 172	3 571
Immobilisations et créances financières	1 445	1 136	1 851	4 432

Au 31 décembre 2014, en K€	- de 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Prêts	84	127	665	876
Autres immobilisations financières	1 392	1 000	1 413	3 805
Immobilisations et créances financières	1 476	1 127	2 078	4 681

2.2 Actifs courants

2.2.1 Stocks par nature

Au 30 juin 2015, en K€	Matières premières	En-cours	Produits intermédiaires et finis	Total
Valeur brute à l'ouverture	56 023	18 326	97 146	171 495
Variation	2 623	517	16 229	19 369
Valeur brute à la clôture	58 646	18 843	113 375	190 864
Dépréciations à l'ouverture	4 881	1 016	4 965	10 862
Dotations	4 419	670	2 197	7 286
Reprises	-3 281	-886	-2 559	-6 726
Ecarts de conversion et autres mouvements	6		7	13
Dépréciations à la clôture	6 025	800	4 610	11 435
Valeur nette comptable à l'ouverture	51 142	17 310	92 181	160 633
Valeur nette comptable à la clôture	52 621	18 043	108 765	179 429

Au 31 décembre 2014, en K€	Matières premières	En-cours	Produits intermédiaires et finis	Total
Valeur brute à l'ouverture	58 104	17 307	99 895	175 306
Variation	-2 081	1 019	-2 749	-3 811
Valeur brute à la clôture	56 023	18 326	97 146	171 495
Dépréciations à l'ouverture	5 003	816	5 255	11 074
Dotations	4 746	973	4 766	10 485
Reprises	-4 870	-773	-5 059	-10 702
Ecarts de conversion et autres mouvements	2		3	5
Dépréciations à la clôture	4 881	1 016	4 965	10 862
Valeur nette comptable à l'ouverture	53 101	16 491	94 640	164 232
Valeur nette comptable à la clôture	51 142	17 310	92 181	160 633

2.2.2 Dépréciation des autres actifs courants

en K€	Dépréciations à l'ouverture	Dotations	Reprises	Autres variations	Dépréciations à la clôture
Créances clients	3 194	1 033	-1 131	4	3 100
Autres créances	177		-1	400	576
Total	3 371	1 033	-1 132	404	3 676

Tableau des échéances des créances clients et autres créances

en K€	- de 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Clients et comptes rattachés	142 626	1 033		143 659
Créances fiscales et sociales	9 947			9 947
Comptes courants débiteurs	574			574
Débiteurs divers	2 252			2 252
	155 399	1 033		156 432
Dépréciation				-3 676
Actifs financiers				152 756
Charges constatées d'avance				3 756
Créances clients et autres créances au bilan				156 512

2.2.3 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont des actifs désignés à la juste valeur par le résultat. La valeur au bilan, soit 30 835 K€ correspond à la valeur de marché au 30 juin 2015. La valeur comptable est égale à la juste valeur.

2.3 Capitaux propres

Le capital de la société mère est composé de 1 131 480 actions de 4 Euros, soit 4 525 920 € sans variation sur l'exercice. Un droit de vote double est attribué à chaque action entièrement libérée pour laquelle est justifiée une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire.

Aucune politique particulière de gestion du capital n'est mise en œuvre par le Groupe.

Les ETABLISSEMENTS CHARLES NUSSE détiennent 80,46 % du capital.

2.4 Impôts différés

Les principaux retraitements source d'imposition différée concernent les provisions réglementées, les crédits baux, les subventions publiques, les marques, les profits internes sur stocks, des provisions ainsi que l'application d'IFRIC 21 – *Taxes*.

La variation des impôts différés au bilan s'élève à -50 K€(diminution de l'impôt différé passif net).

Au compte de résultat :

- La variation de l'impôt différé enregistrée dans le résultat net s'élève à 38 K€(charge d'impôt différé).
- La variation de l'impôt différé enregistrée dans le résultat global s'élève à -84 K€au titre du retraitement des écarts actuariels de IAS 19R.

La preuve d'impôt est présentée au paragraphe 2.11.

Tableau de variation des impôts différés

en K€	A la clôture	A l'ouverture	Variation
Impôts différés actifs	905	988	-83
Impôts différés passifs	29 315	29 448	-133
Impôt différé net	28 410	28 460	-50

2.5 Provisions

Les provisions se répartissent de la manière suivante :

en K€	Provisions à l'ouverture	Dotations	Reprises	Provisions non utilisées	Autres variations	Provisions à la clôture
Provisions pour pensions et obligations similaires	19 456	1 517	-760	-229	258	20 242
Autres provisions non courantes	0					0
Provisions non courantes	19 456	1 517	-760	-229	258	20 242
Provisions pour risques	4 034	366	-224	-315	2	3 863
Autres provisions pour charges	205	222	-4			423
Provisions courantes	4 239	588	-228	-315	2	4 286

Les autres variations des provisions pour pensions et obligations similaires correspondent à hauteur de 252 K€aux écarts actuariels inscrits dans le résultat global soit 168 K€net d'impôt.

Les provisions pour pensions et obligations similaires comprennent essentiellement les indemnités de départ en retraite et sont calculées à chaque clôture.

Elles sont évaluées, charges sociales incluses, avec les principaux paramètres suivants :

- probabilité de prise de retraite dans l'entreprise, turnover, mortalité
- évolution des salaires
- actualisation du montant obtenu au taux de 2,05 %

Les montants versés à des organismes d'assurance sont déduits de la provision.

Variation nette de la provision pour pensions et obligations similaires

en K€	30/06/2015	31/12/2014
Engagement à l'ouverture	19 456	17 613
Coût des services rendus	1 004	906
Coût financier	460	521
Mouvements de l'exercice	-930	-1 039
→ Dont nouvelles entrées	70	185
→ Dont sorties de l'exercice	-1 000	-1 224
Engagement hors écarts actuariels	19 990	18 001
Ecarts actuariels dans le résultat global	252	1 455
Engagement à la clôture	20 242	19 456

L'engagement comptabilisé couvre les obligations au titre du régime applicable aux sociétés françaises pour 16 865 K€ et des régimes applicables aux sociétés étrangères pour 3 377 K€

2.6 Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Tableau du risque de liquidité

en K€	- de 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Emprunts auprès des Ets de Crédit	7 247	29 107	9 320	45 674
Dettes financières diverses	7 269	2 782	19	10 070
Concours bancaires	55 468			55 468
Sous total	69 984	31 889	9 339	111 212
Comptes courants créditeurs	10 000			10 000
Intérêts courus	47			47
Total	80 031	31 889	9 339	121 259
<i>Intérêts estimés jusqu'à l'échéance</i>				3 980

- Dont dettes courantes 80 031 K€
- Dont dettes non courantes 41 228 K€

La partie à court terme des dettes financières diverses comprend le put sur intérêts minoritaires de Photoweb d'un montant de 7 060 K€

Toutes les opérations de financement tant à court terme qu'à moyen terme sont indexées sur l'Euribor. Le coût d'engagement des lignes de tirage se situe en moyenne à 0,25 %. L'utilisation est soumise à une marge variable négociée sur la base du montant et de l'échéance de chaque ligne. La juste valeur des dettes financières est égale à la valeur comptable.

2.7 Programmes d'émissions & instruments financiers

Billets de trésorerie

Le financement des besoins court terme est couvert par des billets de trésorerie émis par Exacompta Clairefontaine. Ils sont rémunérés à un taux fixe déterminé au moment de l'émission et ont une durée maximale de 365 jours.

Le montant enregistré dans le poste « Partie à court terme des dettes portant intérêt » s'élève à 50 000 K€ à la clôture pour un plafond d'encours autorisé de 125 000 K€

Lignes de tirage

Elles sont négociées auprès de plusieurs banques pour un montant total de 127 000 K€ et couvrent des échéances d'une durée maximale de 4 ans. Les tirages ont une durée comprise entre une semaine et six mois, sans utilisation au 30 juin 2015. En l'absence de tirage, les covenants liés sont sans effet sur les comptes semestriels.

Les financements long terme font l'objet d'emprunts négociés.

Instruments financiers

Le groupe utilise des produits dérivés principalement pour faire face aux risques de taux. Quant aux opérations relatives à la couverture contre les risques de change, elles sont non significatives.

La juste valeur des instruments financiers est fournie par les établissements financiers auprès desquels ils sont souscrits.

La variation de juste valeur comptabilisée est un produit financier de 219 K€

Risques de taux d'intérêts

Afin de se protéger contre les variations de taux d'intérêts, le groupe a mis en place des couvertures sous forme de contrats d'échange de taux Swap.

Les types d'instruments qui peuvent être utilisés, ainsi que les niveaux de risques maximaux encourus sont déterminés par la direction générale. Le risque est contrôlé quotidiennement.

Une variation des taux d'intérêt de 1 point (100 points de base bancaire) aurait un impact de 507 K€ sur le résultat au 30 juin 2015.

Portefeuille d'instruments financiers

Maturité résiduelle en K€	- de 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Swaps de taux	2 772	14 310	4 422	21 504

Les montants du portefeuille sont exprimés en notionnel courant.

2.8 Autres dettes courantes

en K€	30/06/2015	31/12/2014
Avances et acomptes reçus	2 592	1 044
Dettes fiscales et sociales	41 274	34 766
Fournisseurs d'immobilisations	1 587	3 207
Dettes diverses	14 267	9 625
Produits constatés d'avance	544	534
Instruments financiers dérivés	372	591
Total	60 636	49 767

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à la juste valeur.

2.9 Juste valeur des instruments financiers

Classes comptables et juste valeur

Le tableau suivant indique la juste valeur des actifs et passifs financiers ainsi que leur valeur comptable dans l'état de situation financière.

en K€	Note	Actifs au coût d'acquisition	Désignés à la juste valeur par le résultat	Prêts et créances	Total valeur comptable	Juste valeur
Participations non consolidées	2.1.6	537			537	537
Prêts	2.1.6			861	861	740
Autres créances	2.1.6			3 569	3 569	3 569
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Actif		68 659		68 659	68 659
Créances clients et comptes rattachés	2.2.2			140 559	140 559	140 559
Total actif		537	68 659	144 989	214 185	214 064

en K€	Note	Juste valeur instruments dérivés	Autres passifs financiers	Total valeur comptable	Juste valeur
Swaps de taux d'intérêt	2.8	372		372	372
Emprunts auprès des Ets de crédit	2.6		45 674	45 674	45 674
Dettes financières diverses	2.6		10 070	10 070	10 070
Concours bancaires	2.6		55 468	55 468	55 468
Comptes courants créditeurs	2.6		10 000	10 000	10 000
Dettes fournisseurs d'immobilisations	2.8		1 587	1 587	1 587
Dettes fournisseurs	Passif		60 732	60 732	60 732
Total passif		372	183 531	183 903	183 903

Hiérarchie des justes valeurs

Le tableau ci-après analyse les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur selon leur méthode d'évaluation. Les différents niveaux sont définis ainsi :

- Niveau 1 : juste valeur évaluée à l'aide de prix cotés (non ajustés) observés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.
- Niveau 2 : juste valeur évaluée à l'aide de données autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (sous forme de prix) ou indirectement (déterminées à partir de prix).
- Niveau 3 : juste valeur évaluée à l'aide de données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

en K€	Note	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
<u>Actif</u>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Actif	68 659	–	–
<u>Passif</u>				
Swaps de taux d'intérêt	2.8	–	372	–

2.10 Engagements hors bilan

➤ Quotas d'émission de gaz à effet de serre

Les principes appliqués par le groupe sont décrits dans la note 12 de présentation des états financiers consolidés.

Il n'y a pas d'engagement valorisable, les quotas attribués à titre gratuit n'étant soumis qu'à un suivi quantitatif. Les quantités allouées pour 2015 s'élèvent à 70 715 tonnes.

➤ Cautions et garanties

Exacompta Clairefontaine est :

- Cautions solidaires au bénéfice de la société Exeltium pour toutes les obligations de paiement au titre des achats de blocs d'énergie électrique souscrits par Papeteries de Clairefontaine.
- Garantie du remboursement de 3 emprunts souscrits par sa filiale Lavigne. Le capital restant dû au 30/06/2015 est de 10 533 K€

2.11 Impôt sur les bénéfices – Preuve d'impôt

en K€	30/06/2015	30/06/2014
Résultat de l'ensemble consolidé hors dépréciation des goodwill	3 683	-194
Dépréciation des goodwill		2 000
Impôts sur les bénéfices	1 555	1 212
Impôts différés	38	-455
Base fiscale consolidée	5 276	2 563
Taux d'impôt en vigueur Sté mère	33.33 %	33.33 %
Charge d'impôt théorique	1 759	854
Actifs d'impôts non retenus sur les sociétés étrangères	169	461
Différences de taux d'imposition	-209	-104
Décalage d'imposition	-274	-414
Débets et crédits d'impôt	148	-40
Charge d'impôt effective	1 593	757

Impôts sur les bénéfices	1 555	1 212
Impôts différés	38	-455
Charge d'impôt dans les comptes consolidés à la clôture	1 593	757

2.12 Effectif du groupe et avantages au personnel

Effectif moyen	30/06/2015	30/06/2014
Cadres	473	490
Employés	875	890
Ouvriers et autres salariés	1 784	1 849
Total	3 132	3 229

Charges comptabilisées au titre des régimes à cotisations définies (en K€)	20 450	20 479
--	--------	--------

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) est comptabilisé en diminution des charges de personnel et s'élève à 1 728 K€ au 1^{er} semestre 2015.

2.13 Produits et charges financières

en K€	30/06/2015	30/06/2014
Participations & produits des autres immos financières	20	5
Revenus des autres créances et VMP	327	331
Autres produits financiers	126	84
Instruments financiers – variation de juste valeur	219	89
Différences de change	2 640	693
Produits nets sur cession de VMP	18	20
Total des produits financiers	3 350	1 222
Dotation aux provisions et dépréciations	42	42
Intérêts et charges financières	640	348
Différences de change	1 459	456
Autres charges financières	173	130
Total des charges financières	2 314	976

2.14 Parties liées

- Les comptes consolidés incluent des opérations effectuées par le groupe avec les Etablissements Charles Nusse.

en K€	30/06/2015	31/12/2014
<u>Bilan</u>		
Partie à court terme des dettes portant intérêt : compte courant	10 000	10 000
<u>Compte de résultat</u>		
Charges financières	100	74
Redevances	634	1 138
Locations	2 645	5 863

Les sociétés du Groupe bénéficient de l'animation effectuée par les Etablissements Charles Nusse et versent une redevance égale à 0,6 % de la valeur ajoutée de l'exercice précédent.

- Rémunération des organes d'administration et de direction :

Le montant global des rémunérations directes et indirectes de toutes natures perçues par l'ensemble des dirigeants du Groupe s'élève à 889 K€
Il n'y a pas d'autres avantages alloués aux dirigeants du Groupe.

Le montant total des jetons de présence partagés par les Administrateurs s'élève à 60 K€ en 2015, dans le cadre de la décision de l'Assemblée générale des actionnaires du 27 mai 2015.

3. INFORMATION SECTORIELLE

Cadrage avec le bilan consolidé :

- Les autres actifs affectés regroupent les stocks et les acomptes versés
- Les actifs non affectés sont constitués des créances d'impôt et des impôts différés actifs

➤ Information sectorielle par activité – 30/06/2015

en K€	Papier	Transformation	Opérations inter-secteurs	Total
-------	--------	----------------	---------------------------	-------

Compte de résultat sectoriel

Chiffre d'affaires	137 545	207 708	-68 220	277 033
Amortissements nets des reprises	5 843	7 482		13 325
Dépréciations et provisions	1 618	-583		1 035
Résultat opérationnel (hors goodwills)	4 456	-168	-48	4 240
Dépréciation des goodwills				

Actifs sectoriels

Immobilisations incorporelles et corporelles nettes	104 724	119 530		224 254
<i>Dont investissements</i>	2 814	5 824		8 638
Goodwills		31 462		31 462
Créances client	47 015	127 503	-33 959	140 559
Autres créances	3 789	12 337	-173	15 953
<i>Total au bilan</i>	50 804	139 840	-34 132	156 512
Autres actifs affectés	54 148	129 755	-2 162	181 741
<i>Actifs non affectés</i>				5 240
Total des actifs	209 676	420 587	-36 294	599 209

Passifs sectoriels

Provisions courantes	2 001	2 285		4 286
Dettes fournisseur	23 739	70 956	-33 963	60 732
Autres dettes	20 385	40 424	-173	60 636
<i>Passifs non affectés</i>				47
Total des passifs	46 125	113 665	-34 136	125 701

➤ Information sectorielle par zone géographique – 30/06/2015

en K€	France	Zone Europe	Hors Europe	Total
-------	--------	-------------	-------------	-------

Chiffre d'affaires	176 316	84 614	16 103	277 033
--------------------	---------	--------	--------	---------

Immobilisations incorporelles et corporelles nettes	207 072	9 359	7 823	224 254
<i>Dont investissements</i>	8 070	457	111	8 638
Goodwills	31 462			31 462
Créances client	120 091	17 262	3 206	140 559
Autres créances	12 710	729	2 514	15 953
<i>Total au bilan</i>	132 801	17 991	5 720	156 512
Autres actifs affectés	168 237	6 637	6 867	181 741
<i>Actifs non affectés</i>				5 240
Total des actifs	539 572	33 987	20 410	599 209

➤ Information sectorielle par activité – 30/06/2014

en K€	Papier	Transformation	Opérations inter-secteurs	Total
-------	--------	----------------	---------------------------	-------

Compte de résultat sectoriel

Chiffre d'affaires	135 750	194 180	-64 381	265 549
Amortissements nets des reprises	5 925	7 653		13 578
Dépréciations et provisions	548	316		864
Résultat opérationnel (hors goodwill)	6 523	-3 984	-222	2 317
Dépréciation des goodwill		2 000		2 000

Actifs sectoriels

Immobilisations incorporelles et corporelles nettes	109 953	122 179		232 132
<i>Dont investissements</i>	1 634	5 889		7 523
Goodwills		32 233		32 233
Créances client	46 084	116 653	-34 746	127 991
Autres créances	3 754	12 153	-127	15 780
<i>Total au bilan</i>	49 838	128 806	-34 873	143 771
Autres actifs affectés	53 089	129 093	-2 312	179 870
<i>Actifs non affectés</i>				4 325
Total des actifs	212 880	412 311	-37 185	592 331

Passifs sectoriels

Provisions courantes	1 772	2 141		3 913
Dettes fournisseur	22 763	68 220	-34 733	56 250
Autres dettes	21 626	37 383	-188	58 821
<i>Passifs non affectés</i>				0
Total des passifs	46 161	107 744	-34 921	118 984

➤ Information sectorielle par zone géographique – 30/06/2014

en K€	France	Zone Europe	Hors Europe	Total
-------	--------	-------------	-------------	-------

Chiffre d'affaires	171 840	80 346	13 363	265 549
--------------------	---------	--------	--------	---------

Immobilisations incorporelles et corporelles nettes	215 354	8 818	7 960	232 132
<i>Dont investissements</i>	6 552	500	471	7 523
Goodwills	32 233			32 233
Créances client	111 099	14 122	2 770	127 991
Autres créances	12 565	757	2 458	15 780
<i>Total au bilan</i>	123 664	14 879	5 228	143 771
Autres actifs affectés	164 906	7 725	7 239	179 870
<i>Actifs non affectés</i>				4 325
Total des actifs	536 157	31 422	20 427	592 331

Exacompta Clairefontaine S.A.

Attestation du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Jean Marie Nusse
Directeur Général Délégué

Exacompta Clairefontaine S.A.

Rapport des Commissaires aux Comptes
sur l'information financière semestrielle

SEREC AUDIT
70 bis, rue Mademoiselle
75015 PARIS

BATT AUDIT
25, rue du Bois de Champelle
54500 VANDŒUVRE-LES-NANCY

EXACOMPTA CLAIREFONTAINE

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE
AU 30 JUIN 2015

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société **EXACOMPTA CLAIREFONTAINE**, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe 2 – Adoption des normes internationales de l'annexe qui présente l'effet rétrospectif du changement de méthode comptable résultant de la première application de l'interprétation IFRIC 21.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Fait à Paris, le 25 septembre 2015

Les Commissaires aux Comptes

SEREC AUDIT

BATT AUDIT

Dominique GAYNO

Jéhanne GARRAIT